

Le nouveau monde. Impérialisme, fascisme et lutte des classes

Historical Materialism Paris

Appel à communications

1^{er}-3 Juillet 2027

Intensification des conflits armés – du Venezuela à l'Iran, en passant par la Palestine et l'Ukraine – et montée en puissance des mouvements néo-fascistes – tant en France qu'au Brésil, en Inde et aux États-Unis : le nouveau monde ressemble fortement à l'ancien. La première édition d'Historical Materialism Paris, à laquelle avaient participé plus de 1 200 personnes en 2025, avait placé au cœur des débats la dynamique de la catastrophe et les moyens de la conjurer. Plus que jamais, il est aujourd'hui nécessaire de **renforcer l'analyse marxiste des logiques impérialistes et de la progression des courants fascistes et autoritaires, et de ce qu'elles révèlent des tendances longues du capitalisme et des transformations de l'antagonisme de classe**. Ce sera l'enjeu central de Historical Materialism Paris 2027, qui accueillera aussi des communications variées sur divers aspects de l'analyse marxiste (voir Axes).

Comment analyser cette radicalisation des tensions ? En quoi est-elle liée à une transformation des rapports de classe ? Quels sont ses effets sur les conditions matérielles d'existence et les formes de luttes qui émergent contre les lois mortifères du profit ? Autrement dit, comment peut-on articuler l'analyse de la montée des extrêmes-droites et des tensions impérialistes avec les dynamiques contemporaines de la lutte des classes ? Comment l'accroissement des concurrences et rivalités inter-impérialistes, l'augmentation des budgets militaires et le retour de logiques militaristes reconfigurent-ils les régimes de travail et les processus d'accumulation du capital ?

Afin d'aborder ces questions, il est impératif de **repenser l'imbrication entre lutte des classes et impérialisme**, à rebours des nombreuses explications géopolitiques qui attribuent l'éclatement des conflits tantôt à une soif de puissance supposée irrémédiable des États, tantôt aux dispositions momentanées des dirigeants politiques. Ces grilles de lecture – individualisantes et anhistoriques – mystifient les dynamiques à l'œuvre dans la conjoncture mondiale actuelle et désarment les résistances.

L'intensification des guerres et des conflits témoigne ainsi des difficultés croissantes du capital à résoudre ses contradictions (approvisionnement en pétrole et en terres rares, concurrence autour de la maîtrise de l'intelligence artificielle, baisse des profits et nécessité d'accroître l'exploitation). Elle révèle le caractère prédateur du mode de production capitaliste, qui épuise les ressources, accélère le dérèglement climatique et provoque des catastrophes écologiques.

Les effets de ces contradictions se font sentir dans les pays dominés par les puissances impérialistes, premières victimes des guerres et des déplacements de population. Mais elles

agissent aussi en retour sur les conditions de vie et de travail dans les pays agresseurs : en alimentant la xénophobie et le racisme, en intensifiant l'exploitation du travail et les attaques contre le travail reproductif, en justifiant les politiques d'austérité au nom des exigences de la militarisation et en restreignant les libertés civiles et l'espace culturel et médiatique. En somme, l'aggravation des logiques impérialistes et les tendances autoritaires, voire fascistes, vont de pair. Cette simultanéité appelle à approfondir l'analyse du triptyque classe, impérialisme, fascisme.

Historical Materialism Paris est un **lieu de rencontre et de débats à la croisée entre milieux universitaires et militants**. L'analyse de ces dynamiques invite ainsi à poursuivre et mettre à jour les débats sur l'orientation stratégique des luttes sociales. Dans ce contexte de montée des tensions et des périls à l'échelle internationale, où en sont les mobilisations contre l'exploitation et les diverses formes d'oppression ? Que deviennent les cycles et recompositions récents de mobilisations antiracistes, féministes et écologistes ? Et des révoltes populaires, en Iran, en Turquie, en Irlande, au Népal, à Madagascar, au Maroc, ou, encore, aux États-Unis contre l'ICE ? En quoi ces expériences peuvent-elles éclairer les débats stratégiques et nourrir les formes actuelles de lutte contre la guerre, d'organisation et de résistance contre la montée de l'extrême-droite et les régimes autoritaires ou fascistes ?

Nous invitons les intervenant·es – universitaires ou militant·es – à proposer des panels (1 500 mots maximum) ou des communications (300 mots maximum), en français ou en anglais, portant notamment sur le thème général de l'appel ou les axes suivants (en indiquant un axe dans lesquels s'inscrit la proposition), **avant le 2 novembre 2027**.

Une communication consiste en une proposition d'intervention individuelle. Un panel rassemble trois à quatre propositions d'interventions individuelles, qui portent sur un même sujet ou se caractérisent par des traits communs justifiant l'organisation de leur communication dans une même séance pendant la conférence.

La conférence aura lieu du 1^{er} au 3 juillet 2027 dans une université en région parisienne. **Des informations plus précises sur le lieu et les modalités de soumission des abstracts et panels seront communiquées en septembre 2026**.

Pour nous contacter : parishistoricalmaterialism@gmail.com. Toute proposition de communication envoyée par mail ne sera pas prise en compte.

Comité d'organisation : Marion Beauvalet, Carlotta Benvegnù, Elsa Boulet, Sebastian Budgen, Benjamin Bürbaumer, Juan Sebastian Carbonell, Alexis Cukier, Yohann Douet, Davide Gallo Lassere, Fanny Gallot, Marina Garrisi, Paul Guilibert, Thierry Labica, Ernest Moret, Ugo Palheta, Anton Perdoncin, Quentin Ravelli, Marlène Rosano-Grange, Gabriel Rosenman, Maud Simonet, Karel Yon

Comité scientifique : Sofia Aouani, Hanna Benssussan, Sophie Bérout, Clémence Clos, Alice de Charentenay, Franck Freitas-Ekué, Isabelle Garo, Cécile Gintrac, François-Xavier Hutteau, Aurore Koechlin, Mary Le Corre, Frédéric Monferrand, Matthieu Renault, Daniel Veron, Nicolas Vieillescazes, Sbeih Sbeih, Alix Stephan

Axes

Liste des axes

(Voir développements ci-dessous)

- Racisme et racialisation
- Mutations du capitalisme
- Migrations, frontières, espaces
- Féminismes, genre et sexualités
- Validisme
- État et droit
- Théorie marxiste
- Mouvement ouvrier, luttes sociales, organisations
- Fascisme et antifascisme
- Impérialisme
- Écologie
- Culture et médias
- Travail, exploitation et reproduction sociale
- Éducation, enseignement supérieur et recherche
- Utopies et alternatives
- Le marxisme et le Sud global

Racisme et racialisation

L'analyse du racisme est marquée depuis plusieurs années par une série de discussions importantes : d'une part l'appel à prendre en considération les formes croisées et combinées des rapports de classe, de genre et de race, d'autre part les débats historiques et sociologiques autour des liens entre capitalisme et racisme dans leurs formations et fonctionnements respectifs.

L'ancienneté de ces débats dans la pensée marxiste est attestée par les études pionnières d'intellectuels marxistes sur les rapports entre capitalisme et esclavage, le sous-développement du continent africain, la révolution anticoloniale et anti-esclavagiste haïtienne, la formation de la blanchité, ou encore l'analyse du capitalisme racial en Afrique du Sud par des militants et intellectuels marxistes noirs.

L'essor des analyses utilisant la catégorie de « race » est aussi liée à diverses formes de mobilisation qui ont percuté les organisations syndicales et politiques ouvrières en posant le problème de la prise en compte des dimensions raciales de l'exploitation et des dominations, et de collectifs mobilisés autour de ces questions. Une question demeure : comment mobiliser concrètement les concepts de race, de racisme et/ou de racialisation dans le cadre d'une analyse marxiste des rapports de domination et d'exploitation ?

Afin d'aborder cette question, cet axe accueille des contributions autour des thématiques suivantes (non limitatives) :

- Le concept de capitalisme racial, ses intérêts et ses limites ;

- Les rapports entre racisme, formation des classes sociales et dynamiques historiques du capitalisme ;
- Les rapports entre racialisation, exploitation de la force de travail et l'ensemble des rapports de domination ;
- Les luttes anti-racistes et leurs rapports éventuels avec d'autres types de luttes sociales et politiques ouvrières ;
- Le racisme comme politique ou instrument des gouvernements bourgeois.

Mutations du capitalisme

Cet axe invite à interroger les transformations contemporaines du capitalisme sans perdre de vue ses permanences structurelles.

Reconfigurations du capital et de ses formes de domination

Une première série de contributions pourra porter sur les mutations des formes que prend le capital lui-même. La configuration actuelle a fait naître une série de concepts qu'il s'agit de discuter.

- Comment les débats sur l'épuisement de l'onde longue du capitalisme et sur les nouveaux régimes d'accumulation sont-ils reposés par le ralentissement tendanciel des gains de productivité — ou la remise en cause de la pertinence même de cette notion dans des économies de services à main-d'œuvre féminisée, racisée, et sous-payée ?
- Quelles sont les points d'entrée possibles pour discuter des reconfigurations du rapport entre capital productif, capital financier et numérique (technoféodalisme, seconde financiarisation, capitalisme d'État, capitalisme politique, capitalisme de surveillance...) ?
- Un capitalisme fondé sur les énergies renouvelables est-il viable ? Ou bien la contrainte des ressources, la dépendance aux matériaux critiques et les logiques d'échange (écologique) inégal condamnent-ils tout projet de « capitalisme vert » à reproduire, sous une forme renouvelée, l'exploitation du travail, en particulier des corps non masculins et non blancs — exploitation qui est surexploitation dans les pays des Suds globaux, mais aussi pour une part de plus en plus conséquente des travailleurs et travailleuses dans les centres d'accumulation capitaliste ?

Économie politique et recompositions idéologiques

On ne saurait analyser les mutations du capitalisme sans examiner leurs corrélats politiques et idéologiques.

- Quelles sont les relations entre néolibéralisme, libertarianisme et libéralisme autoritaire ?
- Comment des phénomènes matériels comme la militarisation croissante, la récurrence de l'inflation, des dynamiques de marchandisation, la pression accrue sur des domaines comme la culture ou l'enseignement façonnent la recomposition idéologique du capitalisme ?
- Comment des phénomènes mondiaux comme l'ouverture de nouvelles frontières de valorisation – l'espace extra-atmosphérique, les océans et les ressources du Grand Nord, ... –, le néocolonialisme, le numérique et la hiérarchie monétaire internationale orientent le débat politique à l'échelle nationale et les relations entre pays ?

Migrations, frontières, espaces

Cet axe vise à interroger les dynamiques spatiales du capitalisme (au prisme des migrations). Les déplacements par-delà les frontières de millions de migrantes et de migrants sont à la fois le produit des déséquilibres globaux générés par la domination impérialiste et le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, et une nécessité pour des secteurs entiers des économies capitalistes à l'échelle locale, nationale ou régionale. La production de l'espace, la circulation des marchandises et de la force de travail, les processus d'urbanisation et les bouleversements induits par les guerres sont ainsi au cœur des tensions économiques et politiques, dans une période de radicalisation des tensions impérialistes.

L'enjeu est double. D'une part, il s'agit de renouveler l'étude du rôle de l'immigration dans les sociétés capitalistes d'aujourd'hui et d'hier, du point de vue des pays d'arrivée et de départ, au Nord comme au Sud. D'autre part, il s'agit de confronter le matérialisme historico-géographique et l'analyse matérialiste des migrations afin d'étudier les formes passées et actuelles de contrôle des espaces et des circulations, en lien avec les luttes qui les contestent. Comment penser ensemble la gestion sécuritaire des migrations qui génère chaque année des milliers de morts, l'exploitation capitaliste de la force de travail de celles et ceux qui malgré tout franchissent les frontières, la manière dont ces enjeux constituent un des carburants de la montée des extrêmes-droites, mais également le potentiel émancipateur des luttes populaires qui – à l'instar des mobilisations anti-ICE à Minneapolis aux États-Unis – contestent la répression des personnes migrantes, en générant des formes nouvelles de solidarités et d'appropriation de l'espace ?

Afin d'aborder ces questions, cet axe accueille des contributions autour des thématiques suivantes (non limitatives) :

- Renouvellement des relations centres/périphéries : rapports ville/campagnes, formes contemporaines de l'impérialisme, migrations Nord-Sud et Sud-Sud ;
- Migrations, frontières et politiques sécuritaires ;
- Migrations et guerres impérialistes ;
- Capitalisme, crises écologiques et déplacements de population ;
- Migrations, travail et recompositions des classes ;
- Migrations et besoins de main-d'œuvre : encadrements, secteurs, qualifications des travailleuses et travailleurs migrantes ;
- Migrations et lutte des classes : cause immigrée, mobilisations de travailleuses et travailleurs immigrés, xénophobie, racisme et nationalisme ;
- Pratiques de solidarité internationale, accueil des migrantes et migrants ;
- Renouvellement ou intensification des formes d'accumulation et d'appropriation de l'espace : financiarisation, privatisation de l'espace, marchandisation des communs.

Féminismes, genre et sexualités

Dans un contexte de crise globale du système capitaliste, qui comprend également une crise de la reproduction sociale, le contexte français et international est marqué par une polarisation de la situation d'un point de vue féministe.

D'un côté, les mobilisations féministes internationales, notamment contre les violences sexistes et sexuelles, entamées la décennie précédente, se maintiennent, ainsi que leurs acquis. De l'autre, on assiste à une véritable exacerbation des attaques contre les femmes et les

minorités de genre, qui prennent place dans une montée en puissance des logiques réactionnaires et autoritaires.

Divers mouvements politiques et culturels (« *trad wives* », influenceurs et penseurs masculinistes, etc.) promeuvent la mise au pas des femmes et la répression des personnes LGBTQ au nom d'un retour fantasmé à la « tradition » ou à la « nature ». La cause féministe est instrumentalisée pour légitimer l'oppression des personnes trans ou celle des minorités raciales. L'autonomie des femmes est menacée par le renouvellement des politiques pro-natalistes qui combinent promotion de la maternité et entraves aux droits reproductifs (accès à l'avortement, à la contraception).

Face à cela, des résistances s'organisent et des alliances se tissent pour lutter contre la montée réactionnaire. La nouvelle vague féministe, commencée dans les années 2010, ne disparaît pas : elle constitue à ce titre l'un des acteurs stratégiques centraux dans la lutte contre l'extrême droite.

L'axe « Féminismes, genre et sexualités » accueille avec intérêt des propositions portant sur les thématiques suivantes :

- L'analyse de l'état du mouvement féministe international aujourd'hui ;
- La crise de la reproduction sociale ;
- Les mobilisations conservatrices et les résistances qui s'y opposent ;
- L'instrumentalisation de la cause féministe ou de la cause LGBTQ à des fins réactionnaires ou néolibérales et les contre-attaques opposées par le mouvement féministe ;
- La militarisation et les mobilisations anti-guerre ;
- Les violences à l'encontre des femmes et des minorités de genre, en particulier dans des contextes de guerre ;
- Les attaques contre les droits reproductifs, le renouveau du natalisme et les luttes pour la justice reproductive ;
- Les effets des crises économiques sur les femmes et les minorités de genre ;
- Les enjeux stratégiques dans la situation d'un point de vue féministe.

Ces thématiques sont indicatives. Nous encourageons les communications empiriques portant sur des études de cas historiques ou contemporains, sur des mobilisations, sur des productions artistiques... Les retours d'expériences d'un point de vue militant sont tout autant les bienvenus que les propositions scientifiques.

Validisme

Le handicap est une question éminemment politique, qui renvoie à l'organisation de la société et à la hiérarchisation entre individus : injonction à intégrer les rapports d'exploitation salariale pour être des individus « productifs » et « autonomes », mise à l'écart des individus jugés non-productifs, différenciation des droits et des conditions matérielles d'existence selon la situation de handicap ou l'état de santé. Le handicap est à la fois le produit du capitalisme – par ses exigences normatives qui classent les corps et les esprits – et le résultat du capitalisme, dans de nombreux cas : accidents du travail, maladies professionnelles, etc.

De plus, le handicap est politique dans la mesure où des mouvements progressistes ou réactionnaires s'en emparent. Du côté des revendications émancipatrices, on peut citer les exemples de la culture sourde et le renouveau des mouvements antivalidistes en France. A

l'extrême-droite, le « suprématisme aspie » défendu par des figures comme Elon Musk entend retourner le stigmate qui pèse sur les personnes autistes en revendiquant qu'une petite fraction d'entre elles constitue une élite particulièrement performante dans le cadre du capitalisme néolibéral.

L'axe « Validisme » accueille avec intérêt des propositions portant sur les thématiques suivantes :

- Les théories du handicap et de l'émancipation des personnes handicapées ;
- Les mobilisations réactionnaires autour des enjeux liés au handicap ou à l'état de santé ;
- Les mobilisations des personnes en situation de handicap ;
- L'articulation entre classe sociale, exploitation et handicap.

Ces thématiques sont indicatives. Nous encourageons les communications empiriques portant sur des études de cas historiques ou contemporains, sur des mobilisations, sur des productions artistiques... Les retours d'expériences d'un point de vue militant sont tout autant les bienvenus que les propositions scientifiques.

État et droit

Depuis les interventions massives des États après la crise de 2008 jusqu'au réarmement en cours de toutes les principales puissances géopolitiques en passant par le management de la pandémie, les recherches critiques sur l'État et sur le droit, en particulier celles d'inspiration marxiste, ont connu un regain d'intérêt, pour des raisons autant théoriques que pratiques. Dans cet axe, nous proposons de les approfondir notamment selon les trois problématiques suivantes :

- État, exploitations, dominations : l'une des interrogations structurant les approches marxistes de l'État est celle de son rapport avec l'exploitation capitaliste. Dans quelle mesure l'État est-il un instrument aux mains des capitalistes, ou remplit-il des fonctions capitalistes pour des raisons structurelles ? Quelle est la spécificité des États capitalistes, par rapport aux États antiques et féodaux par exemple ? Quel rôle et quelle fonction pour le droit dans le mode de production capitaliste ? Comment penser la question de l'autonomie relative de l'État et du droit ? De tels problèmes, que l'on trouve en germe chez Marx et Engels eux-mêmes, et qui ont donné lieu à des controverses célèbres (entre Miliband et Poulantzas par exemple) doivent être examinés à nouveaux frais en raison des mutations historiques du capitalisme contemporain. Ces différentes approches peuvent du reste être enrichies en prenant également en considération le rapport de l'État à d'autres systèmes de domination, en premier lieu le patriarcat et le racisme systémique.
- Les transformations de l'État : le rôle et les interventions de l'État doivent être appréhendés historiquement, et ses transformations réinscrites dans le cadre des transformations sociales et économiques. Il s'agit notamment d'analyser, d'une part, la mise en place et le développement de l'État social au cours du XXe siècle, et, d'autre part, sa remise en cause par le néolibéralisme. Est-ce que le néolibéralisme autoritaire correspond à un nouveau type d'État ? Est-ce que les crises économiques et écologiques contemporaines appellent un « retour de l'État », avec de plus forts investissements et une certaine dose de planification ? Comment penser les remises en cause actuelles de l'État de droit ? Quelles transformations de l'État ont correspondu aux fascismes historiques, et qu'est-ce que les processus de fascisation que l'on peut discerner dans différentes régions du monde impliquent pour l'État (renforcement,

captation, dislocation, etc.) ? Dans quelle mesure le rôle du droit international et des organisations internationales se transforme-t-il en lien avec les mutations du capitalisme contemporain et des rapports de force géopolitiques ?

- Que faire de l'État ? Si les États auxquels étaient confrontés Marx et Engels apparaissent incontestablement comme des ennemis, la mise en place des institutions et dispositifs constitutifs de l'État social, et les attaques de celui-ci par le néolibéralisme, rendent les débats stratégiques plus complexes. Comment, sans abandonner une critique anticapitaliste de l'État, défendre l'État social contre les attaques néolibérales ? Comment promouvoir des luttes par en bas, sans abandonner le terrain étatique, lequel semble aujourd'hui difficilement contournable ? Quel bilan tirer des deux vagues de gouvernements dits progressistes en Amérique Latine ? En un mot : quelle stratégie face à l'État et au sein de l'État ?

Théorie marxiste

Les post-marxismes, qui tendent à réduire le marxisme à une tradition dont on pourrait se contenter de tirer arbitrairement quelques éléments en faisant abstraction des autres, imposent de s'interroger sur ses spécificités.

D'une part, le marxisme constitue un *cadre théorique général* permettant d'analyser la réalité humaine dans toutes ses dimensions, un projet de *science humaine totale* articulant l'étude de toutes les sphères sociales (économie, politique, culture et idéologie, etc.) et même naturelles (métabolismes socio-écologiques). Mais comment comprendre une telle articulation, et ne risque-t-on pas d'écraser la réalité sociale sur une seule de ses dimensions (réductionnisme, économicisme).

D'autre part, le marxisme constitue une *critique de la réalité sociale* établie visant à la renverser, et est en ce sens indissociable d'une *lutte politique*. Comment comprendre l'*unité de la théorie et de la pratique* qui est censé le caractériser ? Ne risque-t-elle pas de nuire à sa rigueur intellectuelle ? Et quelles modifications du cadre théorique doivent être acceptées pour suivre les changements historiques (problème de l'historicisme) ?

Cet axe rassemblera des interventions s'interrogeant sur les spécificités du marxisme par rapport aux autres théories sociales critiques, ainsi qu'à la manière dont il peut ou non être articulé avec elles. Il s'agira donc notamment de revenir sur l'histoire des débats philosophiques au sein du marxisme, ainsi qu'avec d'autres auteur·ices et courants (kantisme, hégélianisme, existentialisme, structuralisme et post-structuralisme, féminismes, théories queer, théories postcoloniales et décoloniales, écologie politique et pensées du vivant, etc.).

Mouvement ouvrier, luttes sociales, organisations

Si le marxisme fait des luttes de classes le moteur de l'histoire humaine, les luttes qui caractérisent la période actuelle reflètent plus spécifiquement le contexte de tensions impérialistes et de fascisation. Le soulèvement populaire contre le régime iranien, par exemple, s'est rapidement heurté à l'intervention impérialiste américano-israélienne. Quant à la mobilisation exemplaire de la population de Minneapolis contre ICE, elle éclaire brutalement la radicalisation raciste et répressive du pouvoir états-unien.

Dans ce contexte, il s'agit non seulement de résister pied à pied aux assauts du capitalisme autoritaire et guerrier, mais également de dessiner des pistes stratégiques pour parvenir à

inverser le rapport de forces. Le cycle de luttes qu'a traversé la France ces dernières années illustre justement la diversité des formes de mobilisation et les possibles dynamiques de recomposition d'un camp social : de la révolte des Gilets jaunes en 2018, à la campagne unitaire de la gauche suite à la dissolution de 2024, en passant par la grève interprofessionnelle sur les retraites et les révoltes contre les crimes policiers en 2023.

La diversité des luttes sociales a longtemps été subsumée sous la catégorie de mouvement ouvrier, au risque d'écraser la pluralité des résistances au capitalisme. Or, de nombreux mouvements sociaux et soulèvements populaires entretiennent désormais un rapport distant aux organisations censées représenter la classe laborieuse.

La traditionnelle notion marxiste de « mouvement ouvrier » a-t-elle encore un sens aujourd'hui ? Dans quelle mesure ses formes institutionnalisées dans les partis et syndicats sont-elles bousculées par le mouvement actuel de la lutte des classes ? Cette transformation s'inscrit-elle dans un nouvel esprit du militantisme adapté à la restructuration des sociétés sous l'emprise néolibérale ? Dans quelle mesure modifie-t-elle la nature de la lutte et, de ce fait, favorise-t-elle l'émergence de nouveaux acteurs, de nouveaux cadres d'action, d'un nouveau langage militant et de nouvelles revendications ?

Plus largement, comment pérenniser les transformations produites par les mouvements sociaux ? Quelles expressions programmatiques, quelles traductions institutionnelles, quelles échelles d'intervention ?

À distance des organisations traditionnelles, de nombreuses luttes mettent à l'épreuve une hypothèse autonome entendant, sinon faire l'économie de l'organisation, au moins repenser celle-ci en termes nouveaux. Peut-on dépasser la dichotomie entre horizontalité et verticalité des luttes ? Quels enjeux stratégiques se logent dans ces questions d'organisation ?

Selon des degrés divers, la répression et la violence politique reviennent comme une question de premier plan pour les acteur·ices des luttes sociales. Comment ces enjeux de protection et d'auto-défense sont-ils saisis dans les organisations et les différents secteurs du mouvement social ?

Cet axe propose ainsi de faire dialoguer des interventions sur le mouvement ouvrier, les luttes sociales et les formes d'organisation, provenant aussi bien d'expériences militantes que de recherches universitaires en sociologie, histoire ou science politique par exemple.

Fascisme et antifascisme

Ces dix dernières années, une série de phénomènes ont contribué à remettre les questions du fascisme et de l'antifascisme au premier plan des discussions au sein de la gauche et du marxisme : de l'émergence de nouvelles extrêmes droites (Trump, Milei, etc.) à l'extrémisation des droites (néolibérales et néoconservatrices), du durcissement autoritaire des États capitalistes à l'explosion des actes terroristes commis par des militants suprémacistes, des progressions et victoires électorales de l'extrême droite à la guerre génocidaire menée par l'État colonial israélien contre Gaza.

Alors que le débat marxiste autour du fascisme paraissait anesthésié, figé dans des oppositions rituelles et des catégories généralement héritées de l'entre-deux-guerres, de nombreux travaux ont permis une réappropriation, un enrichissement et un renouvellement des questionnements,

des outils conceptuels et des hypothèses théoriques et stratégiques. On se propose ainsi dans cet axe d'avancer sur les questions suivantes (sans que cette liste soit exhaustive) :

- Comment caractériser les extrêmes droites contemporaines ? La catégorie de fascisme (ou de néofascisme ou encore de fascisme tardif) est-elle pertinente pour les penser, mais à partir de quelle compréhension du fascisme, ou doit-on recourir à d'autres catégories (droite radicale, populisme de droite, postfascisme, bonapartisme, nationalisme du désastre, etc.) ?
- Quelles sont les bases sociales de ces extrêmes droites ? En particulier, quels rapports ces forces entretiennent-elles avec le capital et ses différentes fractions ? Comment ces forces parviennent-elles à s'enraciner dans le corps social ? Quels sont les vecteurs de progression électorale, idéologique, culturelle et militante de ces forces politiques ?
- Dans quelle mesure les transformations en cours des États capitalistes peuvent-elles être saisies comme des dynamiques de fascisation, ouvrant la voie à de nouveaux États d'exception, ou ne doit-on y voir que la continuation des processus de dé-démocratisation associés au capitalisme néolibéral ?
- Lorsque les extrêmes droites sont au pouvoir, quelles transformations impulsent-elles, en particulier dans les formes d'intervention de l'État, les rapports de classe, les droits démocratiques, les politiques environnementales, ou encore les droits des femmes et des minorités ? Sous quelles conditions les résistances populaires et antifascistes peuvent-elles les faire reculer, voire leur imposer des défaites ?
- Quel rôle jouent spécifiquement l'impérialisme et le racisme, en particulier sous la forme de l'islamophobie dans le monde occidental, dans les processus de durcissement autoritaire et la montée des extrêmes droites ?
- Comment les extrêmes droites se saisissent-elles des questions environnementales, entre défense inconditionnelle du capitalisme fossile (carbo-fascisme) et appels à bâtir une écologie identitaire (éco-fascisme), et quel rôle peuvent jouer les mouvements écologistes dans l'antifascisme aujourd'hui ?
- Quelles transformations peut-on mettre en évidence dans les politiques de genre et sexuelles des extrêmes droites, du fascisme historique jusqu'aux différents courants actuels de l'extrême droite ?
- Comment penser un antifascisme ajusté à la période ? Quel rôle peut-il (ou doit-il) jouer dans la reconstruction de la politique d'émancipation aujourd'hui et quels devraient être ses principaux axes d'intervention ?

Impérialisme

De l'Iran au Groenland en passant par le Venezuela et la Palestine, les initiatives des États-Unis d'Amérique ont souvent été interprétées comme le résultat de décisions irrationnelles, d'influences étrangères (russes, israéliennes...), voire de la folie de Donald Trump. L'originalité des théories marxistes et leur pertinence actuelle consistent à voir l'impérialisme comme « l'expression politique de l'accumulation du capital » plutôt qu'une survivance de formes archaïques de violences. Cette approche vise donc à la fois à comprendre la radicalisation des tensions géopolitiques mais aussi les dimensions structurelles du développement inégal.

Bien que l'hégémonie états-unienne soit aujourd'hui en déclin, les États-Unis conservent de nombreux attributs qui les placent loin devant leurs concurrents potentiels : qu'il s'agisse des dépenses militaires, de l'exportation de capital, du contrôle du seul commandement militaire intégré, du nombre de bases militaires à l'étranger, des tentatives de conquête territoriale, etc.

Cette situation inédite conduit à prolonger les théories de l'impérialisme tout en renouvelant leur examen concret. Cet axe vise à rassembler ces réflexions théoriques et travaux d'analyse, tout en les articulant aux questions stratégiques qui se posent aujourd'hui aux luttes anti-impérialistes.

- Comment penser l'impérialisme aujourd'hui ? Quelles approches privilégier : les théories de l'Empire/l'État transnational ? Celles du super-impérialisme américain ? Ou celles qui lisent les affrontements actuels comme le retour de rivalités inter-impérialistes ?
- Quels sont les ressorts et les transformations de l'impérialisme français ?
- Comment, à travers leurs interventions à l'étranger, les États impérialistes transforment-ils leur propre société (militarisme, infrastructures productives en particulier énergétiques, racisme, autoritarisme, fémonationalisme, rapports de classe, etc.) ?
- Comment les évolutions de l'industrie de l'armement transforment-elle les théories marxistes de l'absorption du surplus ? De quoi le réarmement global est-il le nom ? Quelles en sont les conséquences ?
- Quelles stratégies anti-impérialistes mettre en œuvre ou renforcer dans la conjoncture actuelle ? Comment penser la solidarité internationaliste à l'heure du génocide à Gaza ?

Écologie

La guerre impérialiste en Iran a rappelé les contraintes énergétiques qui pèsent sur l'accumulation du capital. Le blocage du détroit d'Ormuz et des ports iraniens, les frappes sur les infrastructures pétrolières et gazières témoignent, s'il en était besoin, de la centralité de l'économie fossile dans la conquête de l'hégémonie mondiale. La crise des fertilisants et des engrais azotés qui s'en suit montre que l'impérialisme fossile impose des contraintes matérielles à tous les secteurs capitalistes. La radicalisation impérialiste globale s'ancre dans une tendance à la multiplication des ressources nécessaires au développement des forces productives. L'accaparement des ressources naturelles est un enjeu central des rivalités entre puissances. Elles s'accompagnent d'un approfondissement des échanges écologiques inégaux et d'une reconfiguration des luttes écologistes contre le militarisme et l'extractivisme.

C'est dans ce contexte que, après une importante période de relecture écologique du corpus canonique, de nouveaux programmes de recherche en écologie politique marxiste se développent. Ils portent, entre autres, sur les modèles économiques de post-croissance et la planification écologique, sur les effets socio-métaboliques des politiques extractivistes, sur le rôle du prolétariat et des travailleur·ses dans la bifurcation écologique, sur la compatibilité entre les politiques de conservation de la biodiversité et les luttes anticapitalistes. Cet axe vise à rassembler des études concrètes, des réflexions théoriques et des approches stratégiques inspirées par les visions marxistes de l'écologie politique, contribuant ainsi à élucider la signification des controverses internes et leur rôle pour une stratégie révolutionnaire en écologie.

1. Comment analyser les processus de réarmement et la remilitarisation en cours d'un point de vue écologiste ? Comment s'opposer à l'« écologie de guerre » et développer des nouvelles luttes à la fois écologistes et anti-impérialistes ?

2. Comment analyser les dynamiques d'échange écologique inégal ? Dans quelle mesure cela nous invite-t-il à repenser la militarisation des territoires et le militarisme environnemental ?
3. Dans quelle mesure le concept de « racisme environnemental » est-il utile pour critiquer ces processus, à différentes échelles et cela dans les Nordes comme dans les Suds globaux ?
4. Quelle est la catégorie la plus appropriée pour penser le rapport entre extrême droite et crises écologiques : écofascisme, carbo-fascisme, négationnisme climatique, nationalisme vert, pétro-masculinisme, accélérationnisme réactionnaire... ?
5. Peut-on dire qu'à présent les pouvoirs en place ont renoncé à la transition écologique ? Est-ce qu'une telle transition a jamais été amorcée ? Comment thématiser le cadre idéologique qui accompagne la gouvernance climatique aujourd'hui ?
6. Comment penser les usages et les rôles des technologies dans les causes et les réponses aux crises environnementales et climatiques ? Constituent-elles un levier de transformation ou un obstacle ? Dans quelle mesure relèvent-elles du technosolutionnisme, de l'éco-modernisme ou sont-elles indispensables à l'écosocialisme ?
7. Comment penser une stratégie de bifurcation agroécologique ? De ce point de vue, comment caractériser en termes de composition de classe le travail dans le domaine de l'agriculture et les mouvements récents des agriculteurs·ices et paysan·nes ?
8. Comment articuler les luttes écologistes aux conflits et enjeux politiques du travail ? Quelles perspectives ouvre l'éco-syndicalisme face aux transformations du capitalisme contemporain ? Comment analyser l'émergence de nouvelles mobilisations écologistes (désobéissance civile, luttes territoriales, mouvement climat, alliances avec les travailleur·euses) et leurs rapports avec les organisations syndicales et partis politiques ?
9. Comment penser aujourd'hui les rapports entre planification écologique, décroissance, démondialisation et socialisation des moyens de production ? Quels débats stratégiques traversent les perspectives écosocialistes autour de la planification démocratique, de la réduction de la production et de la consommation, et des formes de coordination économique alternatives aux marchés ?
10. Au sein de l'écomarxisme et plus spécifiquement de la lecture écologique de Marx quelles sont les lignes de clivage théoriques et politiques qui ont caractérisé les débats récents ?

Culture et médias

La culture est affaire de lutte de classes. À plus forte raison une culture intégrée dans des empires médiatiques qui concentrent un pouvoir considérable sur la presse, les médias d'information audiovisuels, le cinéma et l'édition.

L'offensive tous azimuts menée aujourd'hui par le groupe Bolloré, en ce qui concerne la France, rappelle le précédent du groupe bâti par Rupert Murdoch à partir des années 1980. Dans le même temps, par le biais de leurs fondations, certains géants du luxe (Bernard Arnault, François Pinault, etc.) ont fait main basse sur le secteur de l'art contemporain. De même pour les gestionnaires de fonds d'actifs. S'intéresser aux idéologies réactionnaires défendues par certains grands propriétaires ne suffit pas ; il faut aussi examiner ce que la

concentration capitaliste fait à l'art, à la culture et à l'information, en cessant de voir dans les pouvoirs publics un contrepoids ou un recours : au contraire, n'en ayant plus la volonté ni les moyens, ils accompagnent, voire encouragent, le processus de marchandisation et de monopolisation qui régit aussi bien la production de « contenus » que leur distribution au public.

C'est de ce point de vue matérialiste que nous proposons de venir interroger le monde culturel et médiatique, et ce non pas avec un regard défaitiste, mais également pour esquisser les contours de structures et de formes émancipées du capitalisme et de l'État. Si les innovations esthétiques radicales sont à observer et analyser de prêt, à la fois comme manifestations contemporaines du retournement des contraintes mais aussi exploration historique des gestes passés, il est important de venir également s'intéresser aux nouvelles propositions, comme le stream, certains nouveaux médias indépendants, ou encore des créateur·ices de contenu.

- Comment la concentration médiatique a-t-elle transformé les conditions de la production culturelle et de sa réception ?
- Comment le capital produit-il une nouvelle culture, subsumant les concepts d'art et de culture apparus au XIX^e siècle et les agrégeant avec l'information, la mode et la publicité ?
- Quel rôle a joué l'État, à différents échelons, dans ces processus ?
- Comment cela a-t-il transformé la condition des travailleur·ses de ces secteurs ? Quels fronts de lutte se dessinent ?
- Qu'est-il advenu des avant-gardes et des cultures oppositionnelles ?
- Comment est-il possible d'imaginer une rupture avec cette culture du capital ? Que pourrait être une culture populaire, émancipée de l'industrie ?
- Quelles lectures matérialistes est-il possible de faire de la situation, en particulier d'une perspective féministe, antiraciste et/ou décoloniale ?
- Quel regard (*gaze*) et donc représentations, construit les œuvres et quelles sont les brèches qui peuvent être dessinées à partir du positionnement situé et incarné des auteur·ices ?

Travail, exploitation et reproduction sociale

Le travail est un enjeu très présent dans le débat public et ce, sur plusieurs plans de manière différente. Que ce soit par un cadrage réactionnaire (la valeur travail, plus précisément ce qui est considéré comme produisant de la valeur et quelle valeur) et les politiques de détricotage des droits sociaux (RSA, plein emploi). Que ce soit par une économie de la promesse, qui s'impose désormais dans de nombreux secteurs : des stages, en passant par le bénévolat, qu'il s'agisse du travail marchand et non-marchand. Le gouvernement du travail s'opère à travers un contrôle de plus en plus fort (sur les chômeur·es par exemple), contrôle qui bénéficie du développement des outils de gestion. Ces différentes formes de mise au travail sont traversées par des enjeux de classe, de race et de genre. De plus, elles s'inscrivent dans des processus de disciplinarisation de la force de travail, de régulation du marché du travail et de division internationale du travail.

Parmi les principaux facteurs qui transforment actuellement le rapport capital-travail se trouve l'intelligence artificielle (IA). Celle-ci reconfigure les organisations du travail et les chaînes de commandement à travers le management algorithmique. Au-delà des discours sur le chômage technologique, elle salarise de nouvelles populations, principalement dans les pays du Sud, à travers le micro-travail. Plus largement, le numérique et les enjeux de souveraineté technologique font partie des enjeux du monde du travail aujourd'hui, à partir de la question

de la propriété et la gestion des données en entreprise. En outre, sans exagérer la nouveauté, l'IA pose des questions centrales sur la production et la captation de la valeur dans l'entreprise, sur la transformation des métiers et des qualifications, et sur la place du travail intellectuel sous le capitalisme.

Enfin, de façon transversale, le concept d'exploitation reprend progressivement sa place dans les analyses critiques de l'économie en permettant notamment de penser l'articulation entre travail productif et travail reproductif comme élément déterminant du capitalisme. Posées depuis cet angle, les discussions théoriques et politiques sur le concept d'exploitation en ouvrent alors d'autres sur les frontières de la classe laborieuse et leur androcentrisme. Attaqué, dans ce qu'il a de plus socialisé, le travail reproductif se retrouve pourtant aujourd'hui à nouveau sur le devant de la scène politique et militante : il est soit brandi et valorisé dans une approche individualisante/individualisée fémonationaliste (« *trad wives* », « réarmement démographique »), soit mobilisé par des groupes féministes afin de le visibiliser et de l'inclure dans une stratégie de transformation sociale.

Cet axe vise donc à rassembler des contributions (qu'elles découlent de travaux académiques ou non) s'inscrivant au sein de ces débats, et interrogeant les formes contemporaines du travail et de l'exploitation, en lien avec les transformations du capitalisme, à partir notamment des concepts liés aux questions de :

- Reproduction sociale ;
- Contrôle, organisation et division du procès de production ;
- Changement technologique au travail, IA et numérique ;
- Mise au travail des populations et exploitation.

Éducation, enseignement supérieur et recherche

Dans la mesure où s'y reproduisent inégalités et rapports de domination, l'école et l'université constituent aujourd'hui des terrains centraux des luttes sociales et politiques. Les logiques de mise en concurrence et de privatisation fragilisent le service public d'éducation, tandis que se creusent les inégalités entre établissements, entre territoires et entre publics scolaires.

Cette évolution s'appuie également sur la dévalorisation de métiers largement féminisés, comme ceux des AESH ou des ATSEM, dont les mobilisations récentes ont mis en lumière la précarité des conditions de travail, les faibles rémunérations et le manque de reconnaissance institutionnelle de fonctions pourtant essentielles à l'inclusion scolaire et à la prise en charge quotidienne des élèves. Les enjeux matériels de l'éducation apparaissent également à travers l'état du bâti scolaire, souvent dégradé et inadapté aux défis écologiques contemporains (en particulier des canicules de plus en plus fréquentes), alors même que les établissements devraient constituer des lieux privilégiés de sensibilisation et d'expérimentation de la transition écologique.

Ces questions invitent à interroger plus largement les fonctions sociales de l'institution scolaire. Depuis plusieurs décennies, de nombreux travaux ont montré que l'école ne se contente pas de transmettre des savoirs : elle contribue aussi à la reproduction des rapports sociaux de classe, de genre et de race. Les pédagogies alternatives, les expérimentations démocratiques ou encore les réflexions sur la participation des élèves constituent autant de tentatives pour faire de l'école un espace d'émancipation plutôt que de reproduction sociale et de domination institutionnelle.

Dans ce contexte, les débats autour de la laïcité occupent une place croissante. Depuis le début des années 2000, celle-ci a connu une transformation nette par rapport à la loi de 1905, en faisant de plus en plus un principe d'interdiction, d'exclusion et de stigmatisation visant particulièrement les élèves musulmanes, notamment à travers les paniques identitaires relatives aux tenues vestimentaires. Les controverses autour de l'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) illustrent également les résistances à une école qui ambitionnerait de lutter contre les discriminations, de promouvoir l'égalité entre les sexes et de reconnaître la diversité des parcours et des identités.

Ces débats s'inscrivent enfin dans une offensive plus large des droites conservatrices et de l'extrême droite contre l'institution scolaire et universitaire, contre toute liberté académique, accusées de diffuser des valeurs jugées trop égalitaires, féministes, antiracistes ou écologistes (« wokisme »), voire d'être complice d'un « entrisme islamiste » (« islamo-gauchisme »). Cette offensive réactionnaire s'articule avec la dynamique de marchandisation dans le plan xénophobe « Bienvenue en France » qui impose une hausse massive des droits d'inscription pour les étudiants étrangers. Hausse appelée à se généraliser du fait du sous-financement généralisé des universités, qui contraste avec des subventions massives au privé lucratif. Les conditions de travail se dégradent et la précarité se développe, et tout est fait pour inféoder la recherche aux intérêts de l'industrie et des secteurs technologiques, notamment de l'IA, au détriment de toute perspective démocratique ou écologique.

Cependant, et malgré un mouvement étudiant très fragilisé, cet agenda néolibéral et fascisant avance pas aussi vite qu'attendu en France, laissant entrevoir des capacités de résistance. Les enjeux éducatifs apparaissent indissociables d'un projet de transformation sociale visant à faire de l'école et de l'université un lieu de démocratisation des savoirs, d'égalité réelle et d'émancipation individuelle et collective.

Utopies et alternatives

L'axe « Utopies et alternatives » accueille les contributions portant sur les utopies liées aux luttes pour l'émancipation et sur les alternatives à l'organisation capitaliste, patriarcale, productiviste et impérialiste de la production et de la reproduction sociale. Il s'agit notamment de décrire et d'analyser les expériences politiques et modalités d'organisation économique, passées ou présentes, relevant de la socialisation — conseils ouvriers et conseils sociaux, coopératives, autogestion, reconversions dirigées par les travailleur·euses ou les habitant·es, planification, zones à défendre, communalisme, monnaies locales, sécurités sociale... – et de questionner les stratégies de rupture susceptibles de les faire advenir.

Classiquement, on peut penser qu'une organisation non-capitaliste de la production et de la reproduction sociale appelle à la fois une planification étatique de la bifurcation écologique, et des modes de coordination démocratiques déplaçant ou remplaçant le marché de sa position centrale dans la validation de l'utilité sociale des travaux. Mais un certain nombre de débats stratégiques – réactualisés pour faire face aux enjeux stratégiques du moment, notamment écologistes et antifascistes – se posent au sujet du rapport entre ces deux dimensions :

- Comment articuler concrètement autogestion et planification ?
- Faut-il choisir entre les modèles de l'extension du réseau des alternatives socio-économiques (« par en bas ») et celui de la réappropriation démocratique des décisions politiques (« par en haut ») ?

- En quoi pourraient consister des institutions écosocialistes (ou qualifiées avec un autre terme issu des marxismes et des luttes pour l'émancipation), depuis les échelles locales jusqu'à l'échelle internationale ?
- Comment penser les modalités techniques de la mise en œuvre de la planification écologique (alternatives aux normes comptables dominantes et aux indicateurs de richesse traditionnels) ?

Une autre série de questions porte sur l'idée même d'utopie.

- En quel sens le marxisme peut-il penser, produire, promouvoir des utopies, sans retomber dans les travers d'abstraction des rapports sociaux et d'irénisme critiqués en son temps par Marx à propos des socialismes utopiques ?
- Les catégories d'« utopie concrète » d'Ernest Bloch ou d'« utopie réelle » d'Erik Olin Wright sont-elles utiles pour penser la portée révolutionnaire d'expériences concrètes et la création d'imaginaires de rupture avec l'ordre établi ?
- Faut-il assumer la dimension nécessairement utopique de l'émancipation sociale à l'échelle planétaire visée par les marxismes, à l'heure où s'accroissent, au contraire, les guerres, destructions et catastrophes ?

On pourra, enfin, analyser la question de la récupération et de l'instrumentalisation capitaliste des alternatives et des aspirations à l'utopie.

- Quelles transformations récentes des politiques publiques relèvent de mouvements d'intériorisation des critiques anticapitalistes ?
- Comment ces transformations, reprenant à leurs compte certains syntagmes de la pensée alternative, participent-elles à reproduire le capitalisme plutôt qu'à le dépasser ? On peut penser à la récupération de l'idée de gestion communautaire des biens communs par le gouvernement britannique de David Cameron dans le but de réduire les dépenses de l'État liées aux services publics, comme l'ont montré Silvia Federici et Georges Caffentzis. Ou encore, aux différentes politiques françaises à visée écologique et/ou démocratique (mise en place d'un « Secrétariat général à la planification écologique », Convention citoyenne pour le climat), dont les prérogatives sont ajustées et limitées de manière à ne pas remettre en cause les fondements du capitalisme écocidaire.

Le marxisme et le Sud global

Si le marxisme classique du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle s'est concentré sur la théorie de l'impérialisme pour penser les rapports entre pays du « Nord » (le « centre » capitaliste) et du « Sud » (la « périphérie »), la décolonisation, les expériences de développement autocentré, le néocolonialisme ont donné lieu à une production théorique extrêmement riche.

En plus d'avoir nourri les réflexions stratégiques des luttes de libération nationale et des expériences concrètes de gouvernement dans les pays du Sud, ces théories ont également été mobilisées dans les pays du centre afin de penser les formes contemporaines de dépendance à l'heure de la mondialisation, y compris dans des espaces comme l'Union européenne.

À l'heure de la fin latente de l'hégémonie des États-Unis confrontée à l'émergence de la Chine, il apparaît nécessaire de se saisir de ces outils théoriques, tout en les actualisant, afin d'analyser la situation contemporaine et mieux identifier les marges de manœuvre qu'elle

ouvre ou referme. Cette réflexion implique notamment de revenir sur la question de l'État et de la souveraineté nationale telle qu'elle a été pensée depuis le Sud, mais aussi sur les rapports de classes et les formes particulières de luttes au Sud.

Toutes les contributions abordant les victoires des années 1970, les raisons de la défaite, les comparaisons avec la période actuelle, les révisions théoriques des outils marxistes du développement inégal, ainsi que les perspectives stratégiques et tactiques portées par des organisations politiques et syndicales, sont les bienvenues.

Les propositions pourront notamment porter sur les axes suivants :

- Quelles sont les particularités de l'articulation entre rapports de classes, luttes sociales, pouvoir politique et dépendance dans les pays du Sud ?
- Quelles sont les stratégies politiques permettant de briser le sous-développement ?
- Comment la Chine, pays du Sud, a-t-elle défié les pronostics issus des théories de l'échange inégal ?
- Chine, BRICS : quelle est la nature de leur contre-pouvoir face aux États-Unis ? Relèvent-ils d'une forme de dépendance vis-à-vis des États-Unis, d'une logique inter-impérialiste, d'une dynamique contre-hégémonique ou d'une orientation anti-impérialiste ?
- Quels sont les effets du 7 octobre sur l'ordre régional et mondial ?
- Une « déconnexion » de la mondialisation est-elle possible pour un pays du Nord ?
- Quel type de coopération avec les pays du Sud pourrait être envisagé si un candidat de la gauche de rupture prend le pouvoir ?